

Question d'Europe
n°621
07 février 2022

Giles MERRITT

« Si seulement l'Europe vieillissante avait choisi l'option facile d'une plus grande immigration ! »

Il semble extraordinaire, trois quarts de siècle après la signature des traités de Rome et près de vingt ans après le « grand élargissement » de l'Union européenne, qu'un problème commun majeur ne trouve pas de solution commune de manière aussi constante. Tel est pourtant le sort de la politique migratoire européenne.

Extraordinaire n'est peut-être pas le mot juste ; « significatif » serait peut-être plus approprié, car les questions relatives à l'immigration en Europe ne sont pas seulement politiquement sensibles en termes nationaux, mais pointent également des lignes de faille qui menacent l'unité et le futur de l'intégration européenne.

Il y a quelques années encore, l'immigration était une question relativement simple dans la plupart des États membres : elle concernait surtout les notions d'équilibre social et d'histoire culturelle de chaque pays ; en d'autres termes, la mesure dans laquelle les populations nationales acceptaient la présence de nouveaux arrivants de religions et d'ethnies différentes. Certains pays, voire certaines régions, étaient plus accueillants que d'autres, et leurs politiques d'immigration le reflétaient.

Les circonstances en Europe ont changé et ces conditions plus souples et plus flexibles ne sont plus d'actualité. Le vieillissement et les changements démographiques aux proportions sans précédent exigent désormais une approche politique radicalement différente. L'Europe a cruellement besoin de la migration pour enrayer la diminution de sa main-d'œuvre active, pour contribuer à financer la montée en flèche des coûts des retraites et des soins de santé des populations âgées.

Plutôt que de répondre aux pressions migratoires à partir du point de vue de la tolérance, les Européens

feraient mieux de baser leurs politiques sur le réalisme économique et l'intérêt commun. Le changement démographique sera bientôt si écrasant, tant par sa taille que par sa vitesse, que les gouvernements des États membres seront obligés d'adopter des politiques migratoires communes, sous peine de voir l'Union européenne se désintégrer, « soit sur un boom, soit sur un murmure », selon le mot de T.S Eliot [1]

LES MYTHES QUI ALIMENTENT LA RHÉTORIQUE ANTI-MIGRANTS

Peu d'Européens se considèrent racistes. Dans les sondages d'opinion, ils ont tendance à éluder les questions qui révéleraient une discrimination raciale, mais sont moins inhibés lorsqu'on les interroge sur l'immigration. Plus de la moitié des personnes interrogées déclarent systématiquement qu'elles souhaitent une diminution du nombre de migrants. Mais les trois quarts d'entre elles affirment aussi que la libre circulation des personnes pour vivre et trouver du travail au sein de l'Union européenne est essentielle[2].

Une méfiance profondément ancrée à l'égard des « étrangers » et une résistance aux nouveaux arrivants – et au changement en général – persistent, sans doute une caractéristique de la culture conservatrice des Européens. Cette position anti-immigration contraste avec l'opinion publique des États-Unis, où (malgré la rhétorique employée par l'ancien président Donald Trump) environ deux tiers des personnes interrogées sont favorables à l'immigration.

L'ouverture des Américains aux nouveaux arrivants est enviable car elle promet un avenir économique plus prometteur. Le refus de tant d'Européens de

[1] T.S. Eliot, *Les Hommes creux*, Traduction de Pierre Leyris, dans *La Terre vaine et autres poèmes*, Paris Seuil coll. Points/Poésie, 2014, p.116
[2] Oxford University polling, janvier 2021.

réévaluer les avantages et les inconvénients de l'immigration est déconcertant, car les arguments en faveur d'une ouverture se renforcent d'une année à l'autre, reflétant la vitesse avec laquelle les perspectives démographiques de l'Europe sont passées de sombres à catastrophiques.

Avant d'examiner les principales caractéristiques de la question de l'immigration et du refus des États membres de convenir d'une politique commune, il est utile de passer en revue les mythes largement acceptés et utilisés par les citoyens et les responsables politiques pour justifier leur opposition à une immigration accrue.

Le premier mythe, bien sûr, c'est que l'Europe n'a pas besoin de migrants. La plupart des médias partent du principe que les migrants et les réfugiés – qu'ils s'agissent de ceux qui traversent la Manche, qui se dirigent vers les pays du nord de l'Europe depuis l'Italie ou l'Espagne, ou ceux qui entrent en Pologne ou Lituanie depuis la Biélorussie – sont indésirables et doivent être découragés. Même lorsqu'Angela Merkel a ouvert les frontières de l'Allemagne en 2015 avec son célèbre accueil « *wir schaffen das* » (« Nous y arriverons ! »), l'arrivée de près d'un million de Syriens disposant généralement d'un bon niveau d'études a été perçue comme un geste charitable plutôt que comme un acte répondant aux intérêts et aux besoins allemands.

Un autre mythe fréquemment entendu est que les migrants « prennent les emplois » des Européens « de souche ». Alors que les pays de l'Union européenne et le Royaume-Uni sont confrontés à des pénuries de main-d'œuvre croissantes, rien ne prouve que les employeurs se débarrassent de travailleurs pour en embaucher de nouveaux à moindre coût. La population active actuelle de l'Union européenne et du Royaume-Uni, qui compte environ 240 millions de personnes, devrait tomber à 207 millions d'ici 2050, de sorte que même les travailleurs relativement peu qualifiés seront de plus en plus recherchés.

Ensuite, le mythe du terrorisme s'exprime de plus en plus fort après la succession d'attaques djihadistes à Paris, Nice, Saint-Etienne-du-Rouvray, Bruxelles, Londres, Berlin ou Manchester. Les attaques elles-mêmes n'ont rien de mythique. Les experts en contreterrorisme estiment à 0,01 % la probabilité de leur implication, soulignant que les militants islamiques sont généralement issus de familles d'immigrés établies dans les pays d'accueil de deuxième ou troisième génération.

Cela ne convainc pas 57 % des personnes interrogées dans les sondages d'opinion, qui restent persuadées que les nouveaux migrants alimentent le terrorisme[3].

D'autres mythes s'intéressent davantage aux effets économiques. On pense généralement que les migrants font peser une lourde charge sur les dispositifs de sécurité sociale, allant des allocations-chômage aux soins de santé. Les faits montrent le contraire et les données de l'OCDE sont sans équivoque : « les migrants contribuent davantage aux impôts et aux cotisations sociales qu'ils ne reçoivent de prestations individuelles. »

L'idée que les migrants irréguliers bravent de dangereuses et risquées traversées maritimes et les affres de la clandestinité dans le but d'absorber les systèmes d'aide sociale des États de l'Union européenne n'a jamais semblé très convaincante. En fait, des recherches approfondies montrent que, dans l'ensemble, les migrants contribuent davantage en tant que contribuables et consommateurs qu'ils ne coûtent dans les phases initiales « d'installation ». La « crise des migrants » de 2015 a effectivement imposé des charges financières à l'Europe, notamment à l'Allemagne et à la Suède, mais celles-ci sont désormais considérées comme des investissements utiles[4].

Pour compléter cette litanie de mythes, les arguments contre l'immigration comprennent également des accusations selon lesquelles l'Europe est trop peuplée pour faire de la place à davantage de personnes et que la concurrence pour les emplois de migrants moins bien payés fait baisser le niveau général des salaires. Aucun de ces arguments ne résiste à l'examen. Le problème de l'Europe est de plus en plus la « désertification » de régions négligées plutôt qu'une densité de la population, qui est considérablement inférieure à celle de la Chine par exemple. Et si, dans certains secteurs non qualifiés, les migrants ont très légèrement fait baisser les niveaux de salaire, dans la plupart des cas, ils les ont fait augmenter[5].

Un argument semblant de plus en plus convaincant consiste à dire que les migrants ne sont pas nécessaires pour renforcer une main-d'œuvre de plus en plus réduite en raison de la robotisation et de la numérisation. Mais c'est faux. Personne ne peut dire à quoi ressemblera le monde de demain. Ce que nous savons, en revanche, c'est que les machines ne paient pas d'impôts, ne consomment pas et ne font pas d'enfants. Comme les technologies numériques n'ont pas encore

[3] [Pew Research Center](#), mai 2019.

[4] [McKinsey Global Institute](#), décembre 2016

[5] [University College London](#), 2008.

apporté de gains de productivité qui permettraient de créer la croissance et la richesse dont nous avons tant besoin, la « force humaine » que les migrants peuvent apporter sera essentielle.

QU'EN EST-IL DES POLITIQUES EUROPÉENNES ?

Où en est l'Union européenne en matière de réponses politiques ? La réponse est : presque nulle part. Les décideurs européens le contestent, mais les États membres sont loin d'avoir trouvé un accord sur une approche commune concernant les migrations économiques et les demandeurs d'asile qu'ils ne sont pas plus avancés en termes de politique pratique.

La Commission européenne a présenté le 23 septembre 2020 [un nouveau Pacte sur la migration et l'asile](#), mais son adoption se poursuit très lentement. La pierre angulaire de ce nouveau Pacte est l'abolition du règlement de Dublin, vieux de trente ans et largement contesté, qui impose la responsabilité à l'État membre de première entrée, c'est-à-dire dans lequel un migrant pose le pied en premier. Cette règle d'asile maladroite est fortement contestée par la Grèce, l'Italie et l'Espagne, pays de première entrée, puisque les migrants ne veulent pas rester dans ces pays. Elle devrait être remplacée par un système complexe permettant à chaque État membre de l'Union européenne de choisir la manière dont il souhaite faire preuve de solidarité et ainsi de partager le fardeau avec les États frontaliers.

Selon cette nouvelle approche, l'accent sera mis davantage sur l'expulsion des migrants illégaux et, ce qui est peut-être plus problématique, sur une nouvelle formule de partage des charges financières incitant les États membres les plus riches de l'Union à contribuer davantage.

Par rapport aux espoirs suscités il y a un peu plus de vingt ans lors de la [réunion de Tampere](#), les progrès vers une politique migratoire commune ont été lents, voire inexistantes. En [octobre 1999](#), lors de leur réunion en Finlande, les dirigeants des quinze États membres de l'époque ont déclaré : « *Notre objectif est de développer une Union européenne ouverte à ceux qui sont amenés à juste titre à chercher un accès à notre territoire, et capable de répondre aux besoins humanitaires sur la base de la solidarité.* »

Ce noble idéalisme reflétait en partie la confiance retrouvée d'une Europe que la plupart des pays de l'ancien bloc

soviétique s'empressaient de rejoindre, mais aussi le fait que plus de 300 000 personnes déplacées par les conflits dans les Balkans occidentaux avaient besoin d'une nouvelle patrie.

Rien de tout cela n'a donné lieu à une véritable politique migratoire européenne. Ce n'est que lorsque la guerre civile en Syrie a entraîné l'arrivée de millions de demandeurs d'asile que les gouvernements européens ont été contraints d'affronter le problème. Même à ce moment-là, alors que l'Allemagne et la Suède ont dû assumer la plus grande partie du fardeau accueillant près de deux millions de nouveaux arrivants, la situation n'a fait que renforcer la résistance des électeurs à l'afflux de migrants et donc la réticence des gouvernements à adopter une position commune.

La [présidence française du Conseil de l'Union européenne](#) au premier semestre 2022 se propose d'avancer sur l'adoption du nouveau [Pacte sur la migration et l'asile](#) et sur la [réforme de l'espace Schengen](#). Le président français a avancé le [2 février](#) l'idée de la création d'un « Conseil Schengen » afin de « reprendre en main le contrôle des frontières de l'Europe » et la constitution d'un « mécanisme d'intervention rapide en cas de crise aux frontières de l'Union ». C'est surtout une réponse à l'instrumentalisation de la migration à des fins politiques et géopolitiques.

QUE FAIRE ?

On pourrait croire, à première vue, que l'analyse des politiques migratoires a été tristement négligée, entraînant une sous-appréciation des enjeux par les décideurs politiques. Bien au contraire, il s'agit d'un domaine si complexe que les universitaires et les ONG se livrent à une concurrence qui obscurcit les choix à faire.

La pléthore d'informations et de commentaires n'a pas réussi à informer et éclairer la position officielle ni à attirer l'attention du public sur les difficultés inévitables qui nous attendent. L'immigration étant la seule solution viable à moyen terme aux problèmes démographiques de l'Europe, la question est de savoir comment l'Union européenne peut façonner des voies d'immigration légales qui servent les intérêts de ses États membres ainsi que ceux des migrants et de leurs pays d'origine.

On l'oublie presque mais, en 2010, l'ancien Premier ministre espagnol, Felipe Gonzalez, a été chargé de

réaliser un rapport sur les conséquences à long terme du vieillissement de la population européenne, des retraites anticipées, de l'augmentation des droits à la retraite et de la flambée des coûts de santé. Sa conclusion était que pour compenser ces facteurs, l'Union européenne aurait besoin de 100 millions de migrants d'ici 2050. Les autorités ont discrètement enterré sa contribution.

Désormais, le problème démographique est plus difficile à ignorer. Les confinements successifs ont aggravé la pénurie de main-d'œuvre dans des secteurs clés, ce qui pose des questions non seulement sur l'automatisation et la numérisation de l'économie et des sociétés, mais aussi sur l'importance des recettes fiscales provenant de la diminution de la main-d'œuvre. La réduction, déjà mentionnée, de 33 millions de personnes de la population active actuelle de l'Europe sera un coup dur pour l'économie, encore plus grave s'il est placé dans le contexte des investissements coûteux dans la lutte contre le changement climatique et de l'érosion continue de la position privilégiée de l'Europe dans l'économie mondiale et le système commercial international.

Le niveau de vie des Européens sera soumis à une forte pression pour toute une série de raisons différentes, de sorte que la stabilisation de la main-d'œuvre est le levier politique le plus facile – c'est-à-dire le moins difficile – à actionner. Il est également susceptible de produire les résultats les plus rapides. Encourager davantage de femmes à entrer dans la vie active, notamment dans les pays du sud, est une autre option, même si elle s'avère loin d'être facile. Il y a aussi l'objectif d'inverser la tendance à la baisse de la fécondité, mais comme l'Union européenne compte en moyenne 1,5 enfant par couple, en deçà du seuil de renouvellement des générations (2,1) ; cette stratégie ne peut être que de long terme.

Il faut souligner que l'augmentation de l'immigration n'est pas une baguette magique. Les pénuries de main-d'œuvre dans des services essentiels comme les soins de santé ne seront pas résolues par l'arrivée de jeunes originaires de pays africains et asiatiques qui n'ont pas les qualifications scolaires et linguistiques adéquates. Mais ce n'est pas non plus un argument convaincant pour leur refuser l'entrée. Les immigrants de la deuxième et de la troisième génération font déjà la preuve de leur valeur en contribuant à de nombreux niveaux à la société européenne. En plus d'être des consommateurs et des

contribuables, les investissements que leur arrivée déclenche dans le logement et l'éducation constituent souvent un stimulant économique important mais sous-estimé.

LA « VUE D'ENSEMBLE » EST LA PLUS PARLANTE

Persuader l'opinion publique, et donc les hommes politiques, de la nécessité d'éviter une catastrophe future est une tâche notoirement ingrate. L'histoire de l'Europe est jalonnée de conflits et de crises qui auraient pu être évités si tous les avertissements avaient été entendus. Jusqu'à présent, le choc démographique a été largement ignoré ; les mesures nécessaires pour réformer nos marchés du travail et nos systèmes de protection sociale semblent si radicales que les gouvernements se concentrent plutôt sur les questions à court terme.

Admettre davantage d'immigrants légaux et de demandeurs d'asile est la politique la moins radicale qui s'offre à eux. Paradoxalement, c'est aussi l'option que la plupart des gouvernements européens ont écartée. Il y a encore dix ans, le flux annuel d'immigrants légaux atteignait en moyenne un demi-million de personnes. Mais depuis 2012, la limitation des regroupements familiaux imposée par certaines politiques populistes a réduit ce chiffre de moitié. Dans le même temps, les visas de travail pour les migrants légaux – une catégorie censée être prioritaire pour l'Union – ont été réduits de 70 %.

Il est pratiquement impossible de demander des comptes aux gouvernements et aux différentes agences en matière d'immigration. Les décisions prises, au cas par cas, sont rarement transparentes et les politiques générales sont trop complexes pour être remises en question. Il en résulte une hypocrisie systématique en matière d'immigration.

La Commission tente depuis de nombreuses années d'encourager une approche plus concertée à l'échelle européenne. Elle l'a d'abord fait en réponse aux pressions exercées par certains pays arabes et subsahariens qui bénéficient des transferts de fonds des migrants vers leurs familles restées au pays. Ensuite, elle a insisté sur la nécessité pour l'Europe de disposer d'une main-d'œuvre saisonnière et qualifiée.

Dorénavant, les personnels les plus ouverts à la réflexion qui occupent des postes de direction à la Commission ou

dans autres institutions de l'Union ont une préoccupation plus large. Ils savent que si l'Europe ne se montre pas plus ouverte à l'immigration, de nouvelles pressions risquent de faire éclater le projet européen. En privé, ils se désespèrent de l'incapacité des États membres à avoir une vue d'ensemble et comparent leurs efforts à ceux d'un « berger ».

C'est dans les nouveaux États membres de l'Union que les tensions liées au vieillissement et aux bouleversements démographiques seront les plus perturbatrices. Les pays d'Europe centrale et orientale ont généralement des taux de fécondité très bas, des taux très élevés d'émigration et des barrières élevées contre l'immigration. Ce sont aussi les pays avec le moins de richesses stockées pour financer les coûts de la crise démographique.

Les contribuables des États membres les plus riches, en particulier l'Allemagne, seront-ils prêts à financer les carences de leurs voisins ? Lorsque les signaux d'alerte, actuellement orange, passeront au rouge dans dix ou vingt ans, il se peut que les décideurs et les électeurs européens regrettent vivement de ne pas avoir encouragé et facilité l'immigration. « Si seulement nous avions choisi la solution de facilité ! » pourrait être alors leur refrain.

Giles Merritt

auteur de "[People Power : Why We Need More Migrants](#)" (Bloomsbury, Londres 2021) et fondateur de [Friends of Europe](#).

L'auteur s'exprime à titre personnel.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.